

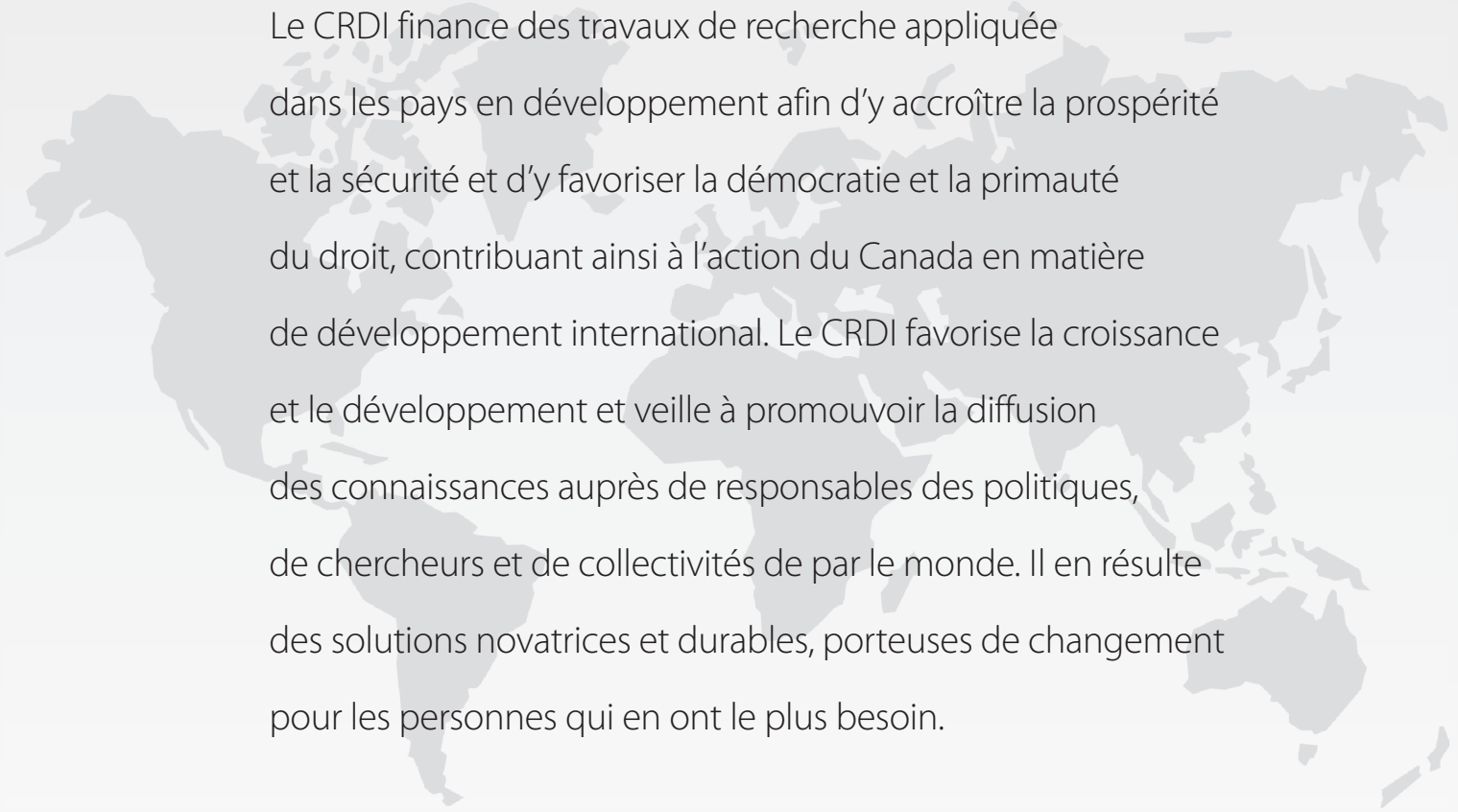


Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin
le 30 septembre 2013

CRDI

De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

Table des matières

ANALYSE DE LA DIRECTION

- 1 Introduction
- 2 Résultats
- 3 Vue d'ensemble consolidée
- 9 Évolution de la situation du Centre
- 9 Gestion du risque
- 9 Perspectives

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 13 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 14 État intermédiaire résumé du résultat global
- 15 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 16 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 17 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

Analyse de la direction

Introduction

L'analyse de la direction consiste en un compte rendu des résultats financiers du Centre de recherches pour le développement international (CRDI, le Centre) et de l'évolution de la situation de l'organisme au cours du deuxième trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013. Le Centre a préparé ce rapport conformément à ce que stipule le paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la norme publiée par le contrôleur général du Canada (Secrétariat du Conseil du Trésor).

L'information financière présentée dans le présent document de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes de comptabilisation et de mesure qui s'appliquent en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Le CRDI recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11). L'information et les divulgations contenues dans le *Rapport annuel 2012-2013* du CRDI s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel à moins d'une mise à jour fournie aux présentes.

Budget 2013-2014 du CRDI

Le budget initial de l'exercice 2013-2014 a été établi et approuvé avant le début de l'exercice. Il correspond aux sommes budgétaires qui ont été présentées dans le *Rapport annuel 2012-2013* du CRDI. Ainsi que l'illustre le tableau 1, le budget initial a été révisé en juin afin de tenir compte de la situation financière en début d'exercice et de prévisions établies en fonction de l'information plus à jour dont on disposait. Le budget révisé de juin est le budget sur lequel se fondent tous les gestionnaires de centres de coûts. La baisse observée dans les produits découle de nouvelles prévisions en ce qui concerne les produits financiers attendus. Le budget des charges a également été rajusté, de manière à tenir compte de prévisions actualisées en matière de charges, principalement en ce qui a trait au Fonds d'innovation pour le développement (FID).

TABLEAU 1. BUDGET RÉVISÉ

(en milliers de dollars)	Budget initial 2013-2014	Budget révisé 2013-2014	Amendements au budget
Produits	54 636	53 935	(701)
Moins les charges	256 164	251 953	4 211
Coûts d'exploitation	(201 528)	(198 018)	3 510
Plus le crédit parlementaire	201 705	201 705	-
Résultats d'exploitation nets	177	3 687	3 510

Résultats

Figure 1. Aperçu de la situation financière

pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre

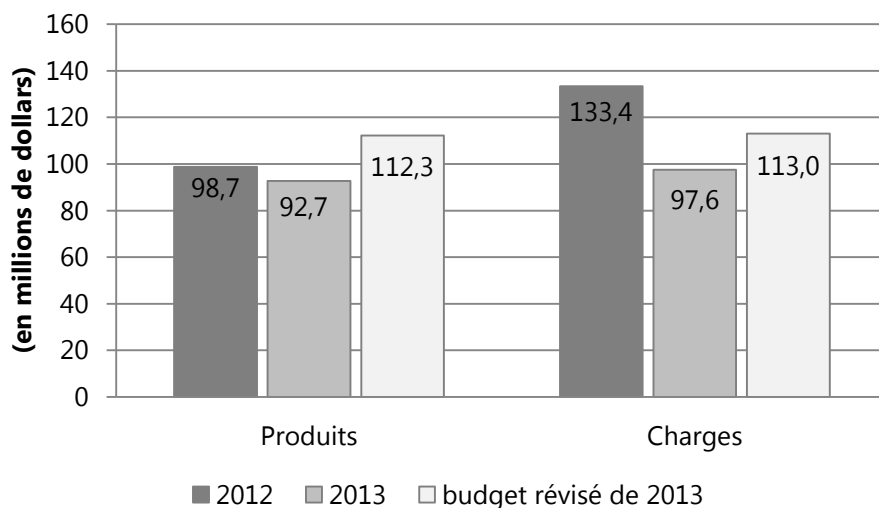


TABLEAU 2. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 ^a
	Réalisations 2012	Réalisations 2013		
Produits	19 176	23 597	23,1 %	53 935
Charges	133 353	97 557	-26,8 %	251 953
Coûts d'exploitation	(114 177)	(73 960)	-35,2 %	(198 018)
Crédit parlementaire	79 547	69 096	-13,1 %	201 705
Résultats d'exploitation nets	(34 630)	(4 864)	-86,0 %	3 687

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Vue d'ensemble consolidée

Produits

TABLEAU 3. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre				Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
Total des produits	51 949	61 171	40 722	-21,6 %	98 723	112 279	92 694	-6,1 %	255 640
Crédit parlementaire	39 713	50 549	28 300	-28,7 %	79 547	91 495	69 096	-13,1 %	201 705
Contributions de bailleurs de fonds	11 471	10 468	12 333	7,5 %	17 903	20 445	23 169	29,4 %	53 208
Produits financiers et autres produits	765	154	89	-88,4 %	1 273	339	429	-66,3 %	727

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Les produits du Centre proviennent de diverses sources : crédit parlementaire, contributions de bailleurs de fonds, produits financiers et autres produits (ces deux derniers types de produits étant regroupés en une seule catégorie).

TABLEAU 4. CRÉDIT PARLEMENTAIRE

Crédit parlementaire	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Budget révisé 2013-2014 ^a
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	75 990	54 492	-28,3 %	142 873
Partie non récurrente	3 119	14 303	358,6 %	58 517
Portion du crédit reçue	79 109	68 795	-15,0 %	201 390
Portion du crédit amortie	438	301	-31,4 %	315
Portion du crédit comptabilisée	79 547	69 096	-15,1 %	201 705
Portion du crédit à prélever	77 114	132 595	71,9 %	-

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013, le prélèvement sur le **crédit parlementaire** s'est élevé à 68,8 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 15 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2012-2013, alors qu'il était de 79,1 millions de dollars. La **partie récurrente** du crédit parlementaire du Centre a diminué de 21,5 millions de dollars (soit de 28,3 %) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette réduction découle de deux facteurs distincts : primo, la deuxième année de mise en oeuvre des mesures de réduction des dépenses dans la foulée du *Plan d'action économique du Canada de 2012*; secundo, l'adoption d'une stratégie de prélèvement sur le crédit parlementaire en fonction des besoins trimestriels. La hausse du cumul à ce jour de la **partie non récurrente** du crédit parlementaire est quant à elle attribuable au rééchelonnement de la partie du crédit destinée

au FID (11,7 millions de dollars au 30 septembre 2013 contre zéro au à la période correspondante de l'exercice précédent).

Le tableau 5 rend compte de l'utilisation du crédit parlementaire au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013.

TABLE 5: RAPPROCHEMENT ENTRE LA PORTION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE REÇUE ET LA SOMME NON UTILISÉE

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Budget révisé 2013-2014 ^a
	Réalisations 2012	Réalisations 2013	
Total des charges	133 353	97 557	251 953
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	17 903	23 169	53 208
Renflouement de la réserve financière	115 450	74 388	198 745
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	480	5 302	3 663
269	426	1 676	
Somme totale nécessaire	116 199	80 116	204 084
Portion du crédit parlementaire reçue	79 547	69 096	201 705
Somme non utilisée (manque à gagner)	(36 652)	(11 020)	(2 379)

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

La réserve financière a été renflouée afin de compenser la diminution ayant résulté de régularisations de fin d'exercice qu'il a fallu effectuer relativement à des charges supplémentaires afférentes à des projets de recherche en 2012-2013. Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013, la somme totale nécessaire a été supérieure de 11 millions de dollars au prélèvement sur le crédit parlementaire, en raison des charges à payer et en raison du moment où le prélèvement a été effectué. La demande de prélèvement d'octobre a tenu compte de la nécessité de compenser les fonds qui manquaient au deuxième trimestre. Comme l'indique le tableau 5, on prévoit que les fonds manquants atteindront 2,4 millions de dollars pour l'exercice 2013-2014. Ce manque à gagner sera couvert par les autres produits du Centre ainsi que par une modeste réduction des capitaux propres réservés (voir le tableau 9).

Au deuxième trimestre, les **contributions de bailleurs de fonds destinées à la programmation en recherche pour le développement** ont augmenté de 7,5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et ont atteint 12,3 millions de dollars comparativement à 11,5 millions. Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013, les contributions de bailleurs de fonds ont augmenté de 29,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice 2012-2013 et se sont élevées à 23,2 millions de dollars comparativement à 17,9 millions. Les contributions de bailleurs de fonds, reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées (se reporter à l'explication des écarts fournie dans la partie portant sur les charges). L'écart observé par rapport à l'exercice précédent découle directement de la signature de nouveaux accords de partenariat pluriannuels vers la fin de l'exercice 2012-2013.

Charges

Les charges sont réparties entre deux grandes rubriques : programmation en recherche pour le développement et services généraux et administratifs.

TABLEAU 6. CHARGES

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre				Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre				Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	2012	2013		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
Total des charges	88 274	72 271	52 958	-40,0 %	133 353	113 042	97 557	-26,8 %	251 953
Programmation en recherche pour le développement									
Projets de recherche									
Financés par le crédit parlementaire	61 878	46 438	27 230	-56,0 %	84 545	62 394	46 677	-44,8 %	140 725
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	9 187	8 083	9 874	7,5 %	14 288	15 902	18 788	31,5 %	42 904
Renforcement des capacités									
Renforcement des capacités de recherche	9 120	9 872	8 597	-5,7 %	18 569	19 230	17 496	-5,8 %	37 689
Éléments complémentaires de la recherche	2 289	2 584	2 236	-2,3 %	4 513	4 925	4 622	2,4 %	9 648
	82 474	66 977	47 937	-41,9 %	121 915	102 451	87 583	-28,2 %	230 966
Services généraux et administratifs	5 800	5 294	5 021	-13,4 %	11 438	10 591	9 974	-12,8 %	20 987

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Au deuxième trimestre, les **charges au titre des projets de recherche qui ont été financés par le crédit parlementaire** sont inférieures aux prévisions budgétaires, et elles sont moins élevées qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution d'un exercice à l'autre découle directement des mesures de réduction des charges adoptées dans la foulée du *Plan d'action économique du Canada de 2012* de même que du rééchelonnement des dépenses afférentes au FID jusqu'à l'exercice 2016-2017.

TABLEAU 7. CHARGES RELATIVES AUX PROJETS DE RECHERCHE FINANCÉS PAR LE CRÉDIT PARLEMENTAIRE

	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012	2013			
	Réalisations	Budget révisé	Réalisations		
Projets de recherche	63 295	37 894	46 677	-26,3 %	101 894
Fonds d'innovation pour le développement	21 250	24 500	-	-100,0 %	38 831
Total financé par le crédit parlementaire	84 545	62 394	46 677	-44,8 %	140 725

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

Le tableau 7 fournit plus de précisions sur les charges relatives aux *projets de recherche financés par le crédit parlementaire* mentionnés au tableau 6. L'écart total à cet égard par rapport aux prévisions budgétaires est attribuable en grande partie aux moments où les versements au titre du FID sont effectués; un important versement était prévu au deuxième trimestre mais a été reporté au début du troisième trimestre. L'écart relatif aux projets de recherche s'explique par le fait que des versements ont été faits à des projets plus tôt que ne le projetait le modèle financier en raison d'un plus grand nombre d'engagements qu'on ne l'avait prévu à l'égard de nouveaux projets au cours des deux premiers trimestres. Pour l'instant, l'on s'attend à ce que l'écart observé dans les charges au titre des projets de recherche qui sont financés par le crédit

parlementaire diminue au fil de l'exercice et à ce que la cible de 101,9 millions de dollars demeure valide.

Les **charges réelles au titre des projets de recherche qui ont été financés par des contributions de bailleurs de fonds** au deuxième trimestre de l'exercice 2013-2014 et pour la période de six mois ayant pris fin le 30 septembre 2013 ont augmenté par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse était attendue, les prévisions budgétaires pour l'exercice étant plus élevées que les réalisations de l'exercice précédent. La hausse des charges au titre des projets de recherche qui sont financées par des contributions de bailleurs de fonds découle du passage à la vitesse supérieure de certains programmes d'envergure approuvés pendant l'exercice 2012-2013.

La diminution d'un exercice à l'autre, aussi bien pour le trimestre que pour les six premiers mois de l'exercice, des **charges au titre du renforcement des capacités de recherche** est directement reliée à la réduction du crédit parlementaire prévue dans le *Plan d'action économique du Canada de 2012*. La hausse des charges à ce titre financées par des contributions de bailleurs de fonds ayant découlé de la signature de nouveaux accords pendant l'exercice 2012-2013 a partiellement compensé cette réduction. Le fait que les charges sont inférieures aux prévisions budgétaires est attribuable, entre autres, à la diminution des déplacements et au recours moindre aux services professionnels.

Il y a eu une hausse de 2,4 % de la composante **éléments complémentaires de la recherche** du renforcement des capacités au cours de la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de même que l'écart observé entre les réalisations et le cumul prévu au 30 septembre 2013 s'expliquent par le moment où les activités sont réalisées.

La baisse observée en ce qui a trait aux **services généraux et administratifs** au cours du deuxième trimestre et de la période de six mois ayant pris fin le 30 septembre 2013 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2012-2013 est attribuable principalement à la consolidation des bureaux régionaux, qui sont passés de six à quatre, dans le cadre de la stratégie de réduction des dépenses que le Centre a adoptée au vu de la réduction de son crédit parlementaire. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires provient de la diminution des déplacements et du recours moindre aux services professionnels.

Situation financière

TABLEAU 8. SOMMAIRE DES ACTIFS ET DES PASSIFS

(en milliers de dollars)	Septembre 2013	Mars 2013	Écart en %
Actifs totaux	59 257	65 379	-9,4 %
Courants	49 398	55 104	-10,4 %
Non courants	9 859	10 275	-4,0 %
Passifs totaux	51 968	53 227	-2,4 %
Courants	47 060	48 248	-2,5 %
Non courants	4 908	4 979	-1,4 %

Au 30 septembre 2013, les **actifs** totaux avaient diminué de 9,4 % (de 65,4 millions de dollars à 59,3 millions) par rapport au 31 mars 2013. La diminution des actifs courants est directement attribuable à l'écart mentionné précédemment entre le prélèvement sur le crédit parlementaire (page 4) et les charges engagées (page 5) au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2013-2014.

Quant aux **passifs**, ils ont diminué de 1,3 million de dollars (soit de 2,4 %) par rapport au 31 mars 2013 en raison de l'augmentation des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds (qui sont inscrites comme produits reportés) compensée par une réduction des subventions à payer depuis le 31 mars 2013.

La direction est en train de se pencher sur la composition du fonds de roulement et sur les restrictions qui y sont associées en vue d'améliorer la divulgation de l'information à ce sujet dans les futurs rapports.

TABLEAU 9. CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars)	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget révisé 2013-2014 ^a
	2012	2013			
	Réalisations	Budget révisé ^a	Réalisations		
Total des capitaux propres	69 204	17 389	7 289	-89,5 %	15 839
Non affectés	11 274	520	(9 708)	-	-
Affectés à l'interne	40 088	1 163	1 130	-97,2 %	1 169
Nets investis en immobilisations	10 885	9 969	9 859	-9,4 %	10 301
Réservés	6 957	5 737	6 008	-13,6 %	4 369

^a Se reporter au tableau 1 pour plus de précisions au sujet du budget révisé.

À la fin du deuxième trimestre, les **capitaux propres affectés à l'interne** sont pratiquement au même niveau qu'au début de l'exercice. Le *Rapport annuel 2012-2013* décrit en détail en quoi consistaient les capitaux propres affectés à l'interne au cours de cet exercice et précise qu'ils avaient été entièrement utilisés au 31 mars 2013.

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations**, qui s'élèvent à 9,9 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette catégorie de capitaux propres compense les charges d'amortissement futures des immobilisations; il ne s'agit pas de liquidités, cette somme correspondant au montant des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière.

Au 30 septembre 2013, les **capitaux propres réservés** étaient inférieurs de 13,6 % à ce qu'ils étaient à la même date en 2012. Cette baisse est directement reliée à la réduction des charges du Centre (se reporter au tableau 6) puisqu'il s'agit de dégager un fonds de roulement et de faire en sorte que le Centre ait les moyens de se protéger de fluctuations défavorables au moment de passer en charges les engagements en cours au titre des programmes – quand les charges sont moindres, le risque qu'il y ait fluctuation est également moindre. Les capitaux propres réservés au 30 septembre 2013 comprennent une somme destinée à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles qui devrait être entièrement utilisée d'ici la fin de l'exercice.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent habituellement au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés à l'interne et aux capitaux propres réservés. Le solde est négatif parce qu'une portion des produits provenant du crédit parlementaire n'a pas été comptabilisée, et ce, par suite d'un pic de dernière minute dans les charges au titre des projets pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013 (se reporter au tableau 7 pour plus de précisions). Les capitaux propres non affectés ont été renfloués début octobre 2013, quand le prélèvement nécessaire a été effectué sur le crédit parlementaire.

Cette façon de présenter l'information rend mieux compte de la stabilité recherchée dans les capitaux propres réservés depuis la fin du premier trimestre de l'exercice en cours.

Flux de trésorerie

TABLEAU 10. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre	Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre		Écart en \$ d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2012	Réalisations 2013		Réalisations 2012	Réalisations 2013	
Résultats d'exploitation nets	(36 325)	(12 236)	24 089	(34 630)	(4 863)	29 767
Variation des autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie	12 611	9 393	(3 218)	49 927	(2 138)	(52 065)
(Sorties)/rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(23 714)	(2 843)	20 871	15 297	(7 001)	(22 298)
Achats de placements	(52 346)	(9 748)	42 598	(102 968)	(25 178)	77 790
Placements arrivés à échéance	63 836	21 133	(42 703)	97 644	55 631	(42 013)
Autres	(225)	(418)	(193)	(348)	(426)	(78)
Rentrées/(sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	11 265	10 967	(298)	(5 672)	30 027	35 699
(Diminution)/augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(12 449)	8 124	20 573	9 625	23 026	13 401
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	31 568	15 483	(16 085)	9 494	581	(8 913)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	19 119	23 607	4 488	19 119	23 607	4 488

Pour la période de six mois qui a pris fin le 30 septembre 2013, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de réduire les flux de trésorerie de 7 millions de dollars (alors qu'ils les avaient augmentés de 15,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice 2012-2013). En ce qui concerne les **autres éléments que la trésorerie et les équivalents de trésorerie**, la variation est attribuable principalement à des créances et des revenus reportés plus élevés de même qu'à la diminution des créanciers et charges à payer.

Pour ce qui est des flux de trésorerie provenant des **activités d'investissement** au 30 septembre 2013, il y a eu augmentation de 35,7 millions de dollars par rapport à la même date en 2012 en raison d'une diminution globale nette des placements pour couvrir des activités qui devaient se poursuivre au cours du trimestre.

Évolution de la situation du Centre

Au cours du trimestre, le CRDI et le Department for International Development (DFID) du Royaume-Uni ont signé un accord de cofinancement visant une période de cinq ans pour le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes. L'apport de fonds du DFID pendant cette période s'élèvera à 11,2 millions de dollars et celui du CRDI, à 4,2 millions. Les fonds du DFID seront comptabilisés à titre de contributions de bailleurs de fonds pendant toute la période que durera le programme.

Le déménagement du Bureau régional de l'Afrique subsaharienne du CRDI dans d'autres locaux dans la ville de Nairobi, au Kenya, s'effectue comme prévu et devrait être terminé au cours du mois de janvier 2014.

Gestion du risque

En ce qui concerne les risques, il n'y a eu aucun changement important par rapport aux risques mentionnés dans l'analyse de la direction du *Rapport annuel 2012-2013*.

Perspectives

Les autres aspects du contexte dans lequel évolue le CRDI sont les mêmes que ceux qui sont décrits dans le *Rapport annuel 2012-2013*.

États financiers intermédiaires résumés, non audités

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 septembre 2013 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

Handwritten signature of Jean Lebel in black ink.

Jean Lebel, Ph.D.

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,

Handwritten signature of Sylvain Dufour in black ink.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada
Le 18 novembre 2013

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité) au

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>30 septembre 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
Actifs		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 607	581
Placements	20 246	50 795
Créances	4 424	1 984
Frais payés d'avance	1 121	1 744
	<u>49 398</u>	<u>55 104</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	7 104	7 423
Immobilisations incorporelles	2 755	2 852
	<u>59 257</u>	<u>65 379</u>
Passifs		
Courants		
Créditeurs et charges à payer	14 551	25 094
Provision aux fins de la restructuration	149	292
Produits reportés (note 5)	32 359	22 862
	<u>47 059</u>	<u>48 248</u>
Non courants		
Produits reportés (note 5)	556	615
Avantages du personnel	4 353	4 364
	<u>51 968</u>	<u>53 227</u>
Capitaux propres		
Non affectés	(9 708)	—
Affectés à l'interne	1 130	1 171
Nets investis en immobilisations	9 859	10 275
Réservés	6 008	706
	<u>7 289</u>	<u>12 152</u>
	<u>59 257</u>	<u>65 379</u>

Engagements (notes 8 et 11)

Éventualités (note 9)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Produits				
Contributions de bailleurs de fonds (notes 6 et 12)	12 333	11 471	23 169	17 903
Produits financiers et autres produits (note 12)	89	765	429	1 273
	<u>12 422</u>	<u>12 236</u>	<u>23 598</u>	<u>19 176</u>
Charges				
Programmation en recherche pour le développement (note 10)				
<i>Projets de recherche</i>				
Financés par le crédit parlementaire	27 230	61 878	46 677	84 545
Financés par des contributions de bailleurs de fonds	9 874	9 187	18 788	14 288
<i>Renforcement des capacités</i>				
Renforcement des capacités de recherche	8 597	9 120	17 496	18 569
Éléments complémentaires de la recherche	2 236	2 289	4 622	4 513
	<u>47 937</u>	<u>82 474</u>	<u>87 583</u>	<u>121 915</u>
Services généraux et administratifs (note 10)				
Services généraux	4 186	4 377	8 285	8 649
Administration des bureaux régionaux	835	1 423	1 689	2 789
	<u>5 021</u>	<u>5 800</u>	<u>9 974</u>	<u>11 438</u>
Total des charges	<u>52 958</u>	<u>88 274</u>	<u>97 557</u>	<u>133 353</u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(40 536)	(76 038)	(73 959)	(114 177)
Crédit parlementaire (note 7)	<u>28 300</u>	<u>39 713</u>	<u>69 096</u>	<u>79 547</u>
Résultats d'exploitation nets	<u>(12 236)</u>	<u>(36 325)</u>	<u>(4 863)</u>	<u>(34 630)</u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Capitaux propres non affectés				
Au début de la période	2 080	13 830	—	10 996
Résultats d'exploitation nets	(12 236)	(36 325)	(4 863)	(34 630)
Virements des (aux) autres catégories de capitaux propres	448	33 769	(4 845)	34 908
Solde à la fin de la période	(9 708)	11 274	(9 708)	11 274
Capitaux propres affectés à l'interne				
Au début de la période	1 157	73 857	1 171	74 996
Diminution nette	(27)	(33 769)	(41)	(34 908)
Solde à la fin de la période	1 130	40 088	1 130	40 088
Capitaux propres nets investis en immobilisations				
Au début de la période	9 862	11 074	10 275	11 365
Diminution nette	(3)	(189)	(416)	(480)
Solde à la fin de la période	9 859	10 885	9 859	10 885
Capitaux propres réservés				
Au début de la période	6 426	6 768	706	6 477
(Diminution) augmentation nette	(418)	189	5 302	480
Solde à la fin de la période	6 008	6 957	6 008	6 957
Capitaux propres à la fin de la période	7 289	69 204	7 289	69 204

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Activités d'exploitation				
Résultats d'exploitation nets	(12 236)	(36 325)	(4 863)	(34 630)
Éléments sans incidence sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles	420	335	842	749
Amortissement de la prime d'émission d'obligations	35	253	96	661
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	—	80	—	79
Avantages des employés	(138)	277	(11)	386
	317	945	927	1 875
Variation des éléments d'exploitation sans incidence sur la trésorerie				
Créances	11 516	15 336	(2 439)	21 586
Frais payés d'avance	757	363	623	(5)
Créditeurs et charges à payer	2 121	1 803	(10 687)	(2 661)
Produits reportés	(5 318)	(5 836)	9 438	29 132
	9 076	11 666	(3 065)	48 052
(Sorties) rentrées de fonds liées aux activités d'exploitation	(2 843)	(23 714)	(7 001)	15 297
Activités d'investissement				
Achats de placements	(9 748)	(52 346)	(25 178)	(102 968)
Placements arrivés à échéance	21 133	63 836	55 631	97 644
Acquisition d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	(418)	(145)	(426)	(269)
Produits de la cession d'immobilisation corporelles	—	(80)	—	(79)
Rentrées (sorties) de fonds liées aux activités d'investissement	10 967	11 265	30 027	(5 672)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 124	(12 449)	23 026	9 625
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	15 483	31 568	581	9 494
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	23 607	19 119	23 607	19 119
Composés de				
Trésorerie	23 607	13 628	23 607	13 628
Équivalents de trésorerie	—	5 491	—	5 491
	23 607	19 119	23 607	19 119

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Organisme de bienfaisance enregistré, le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le siège du Centre est situé au 150, rue Kent, à Ottawa, au Canada.

2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, en vertu des normes en matière de comptabilisation et d'évaluation prévues par les normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI), et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à moins d'indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2013.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. La plus grande partie de son financement provient du Parlement du Canada. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. Les activités du Centre ont un caractère saisonnier. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

4. Sommaire des principales conventions comptables

a. Généralités

Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés sont conformes à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2013.

b. Récentes prises de position

Le Conseil des normes comptables internationales a plusieurs activités en chantier; certaines auront une incidence sur les normes auxquelles le Centre doit se conformer, et ce dernier suit donc de près leur évolution. Des révisions et des ajouts aux normes pourraient se répercuter sur les états financiers et obliger le Centre à tirer des conclusions différentes. Le Centre est en train d'examiner les effets des modifications suivantes.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

- IAS 32 – *Instruments financiers : présentation*. Cette norme a été modifiée afin de préciser davantage les critères régissant la compensation des actifs financiers et des passifs financiers et la présentation du solde net dans l'état de la situation financière. Cette modification entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.
- IAS 36 – *Dépréciation d'actifs*. Cette norme a été modifiée afin d'exiger la divulgation d'informations sur la valeur recouvrable des actifs dépréciés et la divulgation d'informations additionnelles au sujet de l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés. Cette modification entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds, ainsi que la portion non dépensée des sommes qui, dans le crédit parlementaire de certains exercices, sont reçues pour des projets et des programmes précis.

En voici les soldes.

	<u>30 septembre 2013</u>	<u>31 mars 2013</u>
Produits courants		
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement	32 132	22 335
Crédit parlementaire – projets et programmes précis	<u>227</u>	<u>527</u>
Total des produits courants	32 359	22 862
Produits non courants		
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement	556	615
	<u>32 915</u>	<u>23 477</u>

6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits comptabilisés à ce titre, qui comprennent les coûts d'administration recouverts, se répartissent ainsi entre les différents bailleurs de fonds.

	<u>Trimestre qui a pris fin</u>		<u>Période de six mois</u>	
	<u>le 30 septembre</u>		<u>qui a pris fin le 30 septembre</u>	
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada*	6 089	5 096	11 763	9 130
Fondation William et Flora Hewlett	3 094	2 423	4 323	3 112
Department for International Development du Royaume-Uni	1 125	927	3 949	1 140
Fondation Bill et Melinda Gates	1 676	2 426	2 447	3 090
Autres organismes bailleurs de fonds	349	597	687	1 425
Autres entités du gouvernement du Canada	—	2	—	6
	<u>12 333</u>	<u>11 471</u>	<u>23 169</u>	<u>17 903</u>

* anciennement Agence canadienne de développement international

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

7. Crédit parlementaire

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Crédit parlementaire approuvé pour l'exercice	225 390	241 646	225 390	241 646
Portion du crédit parlementaire rééchelonnée, non utilisée et annulée	—	(79 209)	—	(79 209)
Affectation bloquée	(24 000)	(6 214)	(24 000)	(6 214)
Crédit parlementaire total disponible	<u>201 390</u>	<u>156 223</u>	<u>201 390</u>	<u>156 223</u>
Portion du crédit parlementaire reçue au 30 septembre	28 078	39 555	68 795	79 109
Amortissement des sommes du crédit parlementaire qui sont reportées pour des projets et des programmes précis	222	158	301	438
Portion du crédit parlementaire comptabilisée dans l'état du résultat global	<u>28 300</u>	<u>39 713</u>	<u>69 096</u>	<u>79 547</u>

8. Engagements

a. Engagements au titre des programmes

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 349,1 millions de dollars (345,4 millions au 31 mars 2013) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. De cette somme, 276,7 millions de dollars (294,4 millions au 31 mars 2013) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 72,4 millions de dollars (51 millions au 31 mars 2013) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	30 septembre 2013	31 mars 2013
D'ici un an	79 910	124 325
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	269 213	221 073
Total des versements à effectuer	<u>349 123</u>	<u>345 398</u>

b. Contrats de location simple

Le Centre est tenu de respecter divers engagements contractuels visant la location de locaux pour des bureaux au Canada et à l'étranger, ainsi que le logement de son personnel dans différents pays. Le Centre a signé un bail pour les nouveaux locaux qu'occupera son bureau de Nairobi. Les engagements au titre des contrats de location simple ont été rajustés en conséquence. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2022. Au 30 septembre 2013, les paiements à effectuer en vertu de ces engagements contractuels sont les suivants.

	30 septembre 2013	31 mars 2013
D'ici un an	7 801	7 395
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	32 422	30 712
Dans plus de cinq ans	34 534	38 116
Total des paiements à effectuer	<u>74 757</u>	<u>76 223</u>

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. Les procès sont en général caractérisés par l'incertitude, et leur dénouement est impossible à prévoir. En se fondant sur des avis juridiques, la direction estime, pour l'instant, qu'aucun passif ne peut en résulter.

10. Tableau des charges

	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Programmation en recherche pour le développement				
Contributions aux projets de recherche	36 094	69 989	63 556	96 587
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 728	7 116	13 494	14 414
Salaires et avantages liés à des projets ^a	1 396	1 265	2 932	2 429
Locaux	976	905	1 917	1 899
Déplacements	841	791	1 907	1 992
Services professionnels	821	1 042	1 443	1 880
Amortissement	263	216	526	482
Charges liées à des projets ^a	463	476	925	834
Autres	355	674	883	1 398
	<u>47 937</u>	<u>82 474</u>	<u>87 583</u>	<u>121 915</u>
Services généraux et administratifs				
Salaires et avantages	3 396	3 924	6 755	7 488
Locaux	606	746	1 216	1 470
Fournitures de bureau et charges connexes	270	250	564	512
Amortissement	157	119	316	267
Mobilier de bureau, matériel et entretien	145	129	287	396
Services professionnels	162	219	259	381
Communications	79	104	152	210
Autres	206	309	425	714
	<u>5 021</u>	<u>5 800</u>	<u>9 974</u>	<u>11 438</u>
Total des charges	<u>52 958</u>	<u>88 274</u>	<u>97 557</u>	<u>133 353</u>

^a Comprennent toutes les parties administrées par le Centre des charges associées aux Contributions aux projets de recherche et financées pour une durée déterminée, en sus des activités de base. Les charges totales à ce titre s'élèvent à 1 859 \$ pour le trimestre (1 741 \$ au 30 septembre 2012) et à 3 857 \$ pour la période de six mois (3 263 \$ au 30 septembre 2012).

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

11. Rajustement relatif aux engagements au titre des programmes

En préparant les états financiers en date du 30 juin 2013, la direction a découvert que les engagements au titre des programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds étaient plus élevés qu'ils n'auraient dû l'être, car un projet qui avait pris fin au 31 mars 2012 avait été pris en compte, le solde des engagements en cours n'ayant pas été réduit en conséquence. Les effets des changements aux notes afférentes aux états financiers sont présentés dans le tableau suivant.

Engagements au titre des programmes

	Présentation antérieure 31 mars 2013	Effet du changement	Reclassement 31 mars 2013
Devant être financés par le crédit parlementaire	294 376	—	294 376
Devant être financés par des contributions de bailleurs de fonds	67 299	(16 277)	51 022
Total	361 675	(16 277)	345 398
D'ici un an	130 510	(6 185)	124 325
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	231 165	(10 092)	221 073
Total des versements à effectuer	361 675	(16 277)	345 398
	Présentation antérieure 31 mars 2012	Effet du changement	Reclassement 31 mars 2012
Devant être financés par le crédit parlementaire	359 646	—	359 646
Devant être financés par des contributions de bailleurs de fonds	94 327	(16 277)	78 050
Total	453 973	(16 277)	437 696
D'ici un an	154 563	—	154 563
Dans plus d'un an mais pas plus de cinq ans	299 410	(16 277)	283 133
Total des versements à effectuer	453 973	(16 277)	437 696

12. Reclassement

Deux changements ont été apportés à l'état du résultat global afin d'améliorer et de simplifier la présentation de l'information financière. La ligne Contributions de bailleurs de fonds englobe désormais l'ensemble du financement de la programmation en recherche pour le développement et le recouvrement des coûts d'administration y afférents. En outre, les produits financiers et les autres produits sont regroupés à la ligne Produits financiers et autres produits.

Présentation antérieure

Produits	Trimestre qui a pris fin le 30 septembre		Période de six mois qui a pris fin le 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
Contributions de bailleurs de fonds				
Financement de la programmation en recherche pour le développement	11 236	10 437	21 105	16 355
Recouvrement des coûts d'administration	1 097	1 034	2 064	1 548
Produits financiers	64	348	150	702
Autres produits	25	417	279	571
	12 422	12 236	23 598	19 176

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés

(non audités) du trimestre qui a pris fin le 30 septembre 2013

(en milliers de dollars canadiens à moins d'indication contraire)

Reclassement

Produits

Contributions de bailleurs de fonds	12 333	11 471	23 169	17 903
Produits financiers et autres produits	<u>89</u>	<u>765</u>	<u>429</u>	<u>1 273</u>
	<u>12 422</u>	<u>12 236</u>	<u>23 598</u>	<u>19 176</u>

Coordonnées

Siège du CRDI

ADRESSE POSTALE
CP 8500
Ottawa ON Canada
K1G 3H9

ADRESSE MUNICIPALE
150, rue Kent
Ottawa ON Canada
K1P 0B2

Téléphone : 1 613 236 6163
Télécopieur : 1 613 238 7230
Courriel : info@crdi.ca

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à www.crdi.ca.

Ce document est offert sur support papier et est consultable en ligne à www.crdi.ca.

[crdi.ca](http://www.crdi.ca)